

Libération, 15 février 2024

[«L'approche a évolué» : chez les agriculteurs de demain, cap sur la transition écologique](#)

Au cœur des enjeux climatiques, l'offre de formation agricole s'adapte pour répondre à la demande publique d'«enseigner à produire autrement». A l'École nationale des industries du lait et des viandes en Haute-Savoie, l'agroécologie s'impose peu à peu.

par [Maité Darnault](#), Envoyée spéciale en Haute-Savoie



Moulage de la tomme de Savoie pour Clarisse et ses monitrices. (Sophie Rodriguez/Libération)

Dans une grande cuve en cuivre, des centaines de litres de lait caillé attendent d'être «coupés». Le liquide blanc, coagulé sous l'effet des ferments, va être réduit en fragments, puis égoutté, pressé et moulé. Il deviendra bientôt un fromage, après le salage et un affinage variable. De la tomme de Savoie «indication géographique protégée» au lait cru, dont la recette répond à un cahier des charges précis. L'autre produit phare de cet atelier : de la raclette nature, fumée ou au poivre. Equipées de blouses blanches et de charlottes, cinq personnes s'affairent entre les machines et les ustensiles, sous le regard attentif de Corinne Lefebvre. «*Je leur répète qu'on n'est pas en travaux pratiques mais en situation professionnelle, on a une production à tenir et eux doivent être opérationnels sur une cuve en fin de formation*», dit-elle.

Auparavant responsable d'une unité de fabrication de tomme dans une entreprise, cette fromagère est monitrice à l'École nationale des industries du lait et des viandes (Enilv) de La Roche-sur-Foron, un lycée agricole public de Haute-Savoie. Ce mercredi 31 janvier, elle encadre des étudiants en BTS «bioqualim». C'est le nom donné depuis la rentrée à l'ancien diplôme de sciences et technologies de l'alimentation, l'une des principales filières de l'industrie de la transformation alimentaire. Un parcours en mal de recrues : cette année, à La Roche-sur-Foron, seuls huit élèves suivent la première année du BTS, quatre la deuxième, alors que le cursus peut en accueillir jusqu'à 32. Pour l'heure, les

inscriptions d'étudiants étrangers, venant notamment d'Afrique subsaharienne, permettent d'éviter la fermeture de cette section.



Après un BTS en production animale, Clarisse prépare un certificat de spécialisation de technicienne en transformation laitière. Son projet : élever des vaches et faire du fromage à la ferme. (Sophie Rodriguez/Libération)

«Il faut tout réorganiser»

«On paie l'image de l'agroalimentaire auprès du grand public», regrette Laurent Chevalier, directeur de l'Enilv, qui propose une vingtaine de formations professionnelles du CAP au bac+3. «Il y a vingt ou trente ans, la transformation fermière était enseignée à la marge, elle fait un retour en puissance. C'est complémentaire avec le secteur industriel, il faut les deux types pour faire vivre tout le monde», juge ce fils d'agriculteurs. Le BTS «bioqualim» n'a pas seulement changé d'intitulé. Son contenu a été revu dans le cadre de la réforme des seize BTS agricoles déployée entre 2022 et 2025. Cette refonte est destinée à «répondre aux évolutions des emplois et intégrer les transitions agroécologiques, numériques», selon le ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, dont dépendent les 8 000 profs de l'enseignement public agricole.

En deuxième année de «bioqualim», parmi les thématiques balayées chaque semaine, il y a la consommation d'énergie ou la gestion des effluents polluants. Le petit-lait – de l'eau riche en lactose – a longtemps été considéré comme un sous-produit pénible à retraiter. Au lycée, il est stocké pour un prestataire qui le réduit en poudre. *«Et on travaille sur les économies à faire, notamment sur l'eau car notre tunnel de lavage peut en consommer jusqu'à 3 m³ par jour, explique Corinne Lefebvre. Il faut tout réorganiser, on concentre et on réduit nos jours de fabrication.»* Mais l'exercice a ses limites car l'établissement est aussi une entreprise, dont les ateliers génèrent un chiffre d'affaires annuel de 8 millions d'euros.

Hormis la formation, les lycées agricoles ont des missions de recherche et développement, de

coopération internationale, d'insertion et d'animation du territoire. Cette dernière en fait un acteur économique soumis aux lois du marché. Chaque matin, la laiterie de l'Enilv reçoit la traite des fermes du territoire, dans un rayon de moins de 20 kilomètres. *«On est contraints par le litrage quotidien de lait cru, précise la fromagère. J'ai deux cuves de 3 000 litres, j'en ai reçu 3 500 litres ce matin alors j'ai dû lancer les deux, cette journée n'est pas du tout économique.»*



Le lait caillé sort d'un tuyau pour remplir la cuve où le brassage et le découpage auront lieu. (Sophie Rodriguez/Libération)

«Enseigner à produire autrement»

Clarisse, 21 ans, est l'une de ses élèves. Après un BTS en production animale, elle prépare un certificat de spécialisation de technicienne en transformation laitière. Son projet : élever des vaches et faire du fromage à la ferme. Un *«métier passion»* qu'elle a choisi *«pas du tout par héritage familial»*, mais pour être *«au contact des animaux et de la nature»*. *«J'ai discuté avec d'anciens élèves, ils n'avaient pas de cours d'agroécologie comme nous»*, souligne Clarisse. La bascule date d'une dizaine d'années, lorsque Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture durant tout le quinquennat de François Hollande, a enjoint les établissements agricoles à *«enseigner à produire autrement»* dans le sillage de [la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014](#).

«L'approche a évolué, les attentes et les profils des jeunes aussi», confirme Laurent Chevalier. L'Enilv compte également une filière de bac général avec la spécialité biologie écologie. *«On a une diversité de public importante»*, abonde Julien Deprez, qui enseigne cette matière. Elle couvre à la fois les dynamiques des écosystèmes et des populations. Un trait d'union qui permet de recruter des élèves en dehors du séraill strictement agricole. Ce mercredi, le prof a des terminales en demi-groupe. L'année dernière, ils ont participé au projet *«On peut mieux faire»*. Celui-ci regroupait les 28 lycées agricoles publics d'Auvergne-Rhône-Alpes pour des défis environnementaux, récompensés lors d'un grand rassemblement.

«Souci de cohabitation entre utilisateurs»

Pour son défi, Aénor, 17 ans, a coécrit une BD sur la méthanisation. Après son bac, elle se destine à une école d'art mais ne regrette pas son cursus agricole, qui lui a permis de «[s'ouvrir] à différents points de vue». «C'est important que ces jeunes voient qu'ils peuvent faire» en matière de transition écologique, souligne Julien Pailhès. Prof de biologie écologie à l'Enilv depuis une quinzaine d'années, il croit beaucoup à «toute cette nouvelle génération qui a un mode de fonctionnement différent» : «Aujourd'hui, on n'a plus besoin de leur dire : "Vous allez voir." Ils voient déjà, le mur est là.»

Le lycée de La Roche-sur-Foron reste très lié à un autre établissement agricole, celui de Contamine-sur-Arve, situé à 15 kilomètres. S'y trouve un élevage d'une quarantaine de vaches, dont le lait permet de faire du reblochon ou de l'abondance. Emilie Fontaine, directrice de ce lycée explique : «Historiquement, Contamine produisait, l'Enilv transformait.» Le lien entre les deux entités perdue au sein d'un lieu unique en France : un alpage école où, côte à côte, l'été, leurs élèves exploitent le troupeau et fabriquent du fromage de manière artisanale. Contamine abrite également un centre équestre avec ses 75 chevaux et poneys.



Ismaël brosse une raclette fumée, l'une des étapes à effectuer lors de l'affinage. (Sophie Rodriguez/Libération)

Pour notre venue, un échange a été organisé avec une vingtaine d'élèves de BTS production animale. Près de la moitié de ces jeunes sont filles et fils d'exploitants ou de travailleurs agricoles. Une bonne partie se destine à reprendre l'élevage familial ou à s'installer dans leur propre exploitation. Les autres envisagent de devenir conseillers, inséminateurs ou vétérinaires. Et tous, âgés de la vingtaine, ont une haute conscience de ce «mur» auquel leur génération «va devoir faire face», dit Ilan. «Il faudra s'adapter, changer nos méthodes de culture», abonde Laura. «En Haute-Savoie, on manque de plus en plus d'eau, il y a ce souci de cohabitation entre les utilisateurs : les agriculteurs, les stations de

ski, les acteurs du tourisme», développe Camille.

«Remettre la prairie au centre de l'élevage»

Ces conflits d'usage s'étendent désormais à la présence des prédateurs, tel [le loup](#), des parasites et des ravageurs. «On devrait s'adapter rapidement mais on n'y arrive pas encore, on va devoir sortir des réponses trop générales et trop longues», souffle Axelle. Juliette espère reprendre l'exploitation de vaches laitières de son oncle. «On a essayé de me pousser à faire autre chose mais j'ai toujours été bercée là-dedans», sourit-elle. Pourtant, le manque d'eau pose «de gros problèmes pour le pâturage» : «On n'arrive plus à faire assez de foin, on est toujours obligés d'en acheter plus, ça devient urgent de trouver des solutions.»

Fils de paysans, Nicolas Baud enseigne l'agronomie au lycée de Contamine. «Ici, on a moins de problématiques de perte de biodiversité que dans les zones de monoculture céréalière mais ça n'empêche pas que les élèves y sont assez attentifs.» Dans ses cours, il essaie de «remettre la prairie au centre de l'élevage». «Beaucoup d'agriculteurs la voient encore comme une terre sans importance alors qu'elle est très résiliente et que les plantes fourragères assurent sa fertilité. Plutôt que d'acheter des engrais azotés, on a cet azote minéral gratuit», explique le prof.

Pour enrayer «l'inertie» et faire progresser les connaissances collectives au sujet d'espèces végétales «plus résistantes», Nicolas Baud appelle à un «vrai travail de synthèse coordonné» entre les établissements. «Il y a beaucoup d'expérimentations à droite et à gauche, mais ça reste assez empirique, on manque parfois d'essais en bonne et due forme.» L'enseignement agricole a les inconvénients de ses avantages : des lieux de formation de petite taille, à l'ambiance familiale, très ancrés dans leur territoire, mais une vie à l'ombre du mastodonte de l'Education nationale et [des moyens qui se restreignent](#). L'urgence climatique, les enjeux de souveraineté et de sécurité alimentaire devraient pourtant en faire un atout à soigner. A Contamine, Ilan reste philosophe. «Le travail agricole est très compliqué, c'est vrai, mais on a pris le pli.» Camille ajoute : «Pour nous, c'est l'horreur de rester assis dans un bureau climatisé, on n'a pas tous la même définition du malheur.»

Libération, 20 décembre 2023

[Reconversions en agriculture : «Ce qui est central c'est l'expérience, la formation, et savoir qui on aide»](#)

Pour la sociologue toulousaine Cécile Gazo, la forte attractivité du milieu agricole pour des personnes aux profils atypiques impose de mettre en place des formations et des accompagnements plus ciblés.
par [Pauline Moullot](#)

La Toulousaine Cécile Gazo, docteure en sociologie, spécialiste des installations et des reconversions en agriculture revient sur la gouvernance et les initiatives de soutien aux installations en agriculture et souligne que la majorité des futurs agriculteurs, qui ne sont pas issus du milieu agricole, nécessitent un accompagnement spécifique.

— Avec un agriculteur sur deux en âge de partir à la retraite d'ici 2030, l'agriculture française est confrontée au défi du renouvellement des générations. Est-ce que le secteur continue d'attirer ?

Il y a un décalage au sein de la profession agricole sur ces questions d'attractivité. La profession entendue au sens majoritaire, donc plutôt le syndicalisme des Jeunes Agriculteurs et de la FNSEA, va dire qu'il y a un déficit de l'attractivité couplé à des revenus insuffisants, qui fait que le métier ne se

renouvelle pas. On a un déclin des profils classiques – plutôt des fils et filles d’agriculteurs qui reprennent des fermes familiales. Les politiques publiques sont davantage adaptées à ces profils alors qu’en parallèle, on observe une forte attractivité du côté des personnes non issues du milieu agricole, qui sont en reconversion professionnelle.



A Nivillac en Bretagne, 25 octobre 2023. (Quentin Vernault/Libération)

— **On a donc une majorité de personnes non issues du milieu agricole qui veulent s’installer aujourd’hui ?**

On estime qu’à peu près 60 % des premiers contacts dans les points d’accueil installation *[la première étape dans un projet d’installation, souvent délégués aux chambres d’agriculture, ndlr]* sont des personnes non issues du milieu agricole (Nima), mais cette dénomination est floue. On peut ne pas avoir des parents agriculteurs mais avoir eu une carrière de salarié agricole, et être plus ou moins issu de ce milieu là. Malgré tout, depuis 2010, c’est une tendance réelle. Les chambres d’agriculture ont même mis en place des formations spécifiques pour les conseillers dédiés à ces profils, qui étaient dits atypiques au début et ne sont plus si atypiques que cela.

— **Quel est le profil de ces futurs agriculteurs ?**

Il y a de tout. Des cadres, des employés, des salariés qui veulent se reconverter. Il y a des personnes qui sont très éloignées de l’agriculture, qui n’ont quasiment aucune expérience, et d’autres, au contraire, qui sont par exemple ingénieurs agronomes. On en voit pas mal depuis le mouvement des « bifurqueurs » *[des jeunes diplômés qui ont appelé à désertier les métiers néfastes pour l’environnement, ndlr]*.

— **Ces nouveaux profils sont-ils confrontés à des difficultés particulières ?**

Ce qui va être central, c'est l'expérience, la formation, et savoir qui on aide. Le gros enjeu, c'est d'arriver à ce que ces personnes soient formées. Il y a un débat sur la dotation jeunes agriculteurs [*la principale aide de l'Etat pour les jeunes qui s'installent*]. Elle est très sélective à cause de la limite d'âge de 40 ans, mais aussi parce qu'on demande un diplôme agricole. La formation continue d'un an qui donne une capacité agricole n'est en général pas suffisante pour devenir chef d'exploitation. Dans les points d'accueil installation, un conseiller a trois heures à consacrer par porteur de projet. On n'accompagne pas quelqu'un en trois heures. Les politiques publiques devraient se doter d'un observatoire qui fonctionne, pour savoir précisément qui sont les candidats à l'installation. Il faut aussi reconnaître la diversité des acteurs qui existent et arriver à les coordonner et les faire dialoguer.

Libération, 23 décembre 2023

[Dans le Morbihan, des stagiaires agricoles en reconversion pour «expérimenter ce que signifie être paysan au quotidien»](#)

En Bretagne, une structure associative accompagne les futurs exploitants agricoles qui n'ont pour la plupart aucun lien avec le milieu. Une manière pour les paysans référents de transmettre leur vision d'une agriculture en pleine transition.

par [Pauline Moullet](#), Envoyée spéciale à Nivillac (Morbihan)



Depuis bientôt neuf mois, Beatrijs et Hugo De Wilt accompagnent leur stagiaire Marie Seiller dans sa formation agricole. A Nivillac (Morbihan), le 25 octobre. (Quentin Vernault/Libération)

Elle avance sur la zone humide, bottes aux pieds et emmitouflée dans des vêtements de pluie. «*On va jusqu'aux petites taches blanches et noires*», explique en souriant Marie Seiller, filets sous le bras, pour désigner le troupeau de brebis quelques centaines de mètres plus loin. La jeune femme de 28

ans est en stage depuis bientôt neuf mois à Nivillac (Morbihan), dans la ferme de Beatrijs et Hugo De Wilt. Arrivée sur le paddock, elle sait exactement ce qu'il faut faire et commence à tendre les filets afin de créer un nouvel enclos adjacent à celui où paissent les dizaines d'ovins. Beatrijs passe derrière et remet droit certains piquets un peu brinquebalants, les enfonce plus profondément dans la terre qui commence à se gorger d'eau en cette fin octobre. *«Il faut bien écraser l'herbe»*, explique la paysanne à sa stagiaire. En quelques minutes, les deux agricultrices montent un parc tout neuf. Sur cette propriété, les bêtes sont en pâturage tournant : chaque jour, elles ont un nouveau coin d'herbe verte à déguster. Le nouveau paddock à peine prêt, les brebis basco-béarnaises, des races rustiques, se précipitent sur l'herbe plus haute qu'elles, sautent, gambadent et se mettent de nouveau à ruminer. Une fois la clôture électrifiée, il est temps de se diriger vers une autre parcelle. Cette fois, ce sont les vaches «nourrices», qui s'occupent chacune de trois veaux nés dans l'année, qui vont avoir droit à une herbe neuve. Après l'unique traite de la journée (toute l'année pour les vaches, aux beaux jours pour les brebis), l'essentiel de la matinée se passe à aller voir les bêtes et les changer d'espace de pâturage.

«On passe beaucoup de temps avec les animaux. Cela permet de les observer et voir comment ils vont», expose Marie Seiller. Deux fois par semaine, elle se rend sur l'exploitation de ses «paysans référents» pour tout apprendre de l'élevage de vaches et brebis, et de la transformation fromagère. Deux autres jours, elle va chez Serge, son autre référent, qui élève lui aussi des vaches laitières et fabrique de la tomme. Depuis le mois de janvier, la future agricultrice fait partie de la première promotion de douze étudiants de la formation «paysan créatif» dispensée par la toute nouvelle coopérative d'installation en agriculture paysanne (Ciap) du Morbihan. Une formation certifiante qui permet aux stagiaires de toucher des revenus pendant leur apprentissage : soit grâce à l'aide au retour à l'emploi, soit grâce à une subvention de la région Bretagne, qui finance par ailleurs deux tiers du budget de la Ciap. Créée en 2022, la structure associative du Morbihan promet d'accompagner les futurs exploitants agricoles, des adultes en reconversion pour la plupart, qui n'avaient peu ou pas de lien avec le monde agricole dans leur vie précédente, d'une manière différente des parcours habituellement proposés, pas forcément adaptés à ces nouveaux profils.

Indispensable dans une agriculture en transition

Pendant un an, les stagiaires doivent se rendre au moins vingt-huit heures par semaine sur deux fermes différentes, pour expérimenter sur le terrain le métier, ses difficultés et ses débouchés. *«La première personne accompagne le stagiaire sur les aspects techniques et la production, la seconde est un «référent territoire» qui va avoir pour objectif d'inscrire le stagiaire dans son propre réseau par exemple pour la commercialisation, les rendez-vous comptables, etc.»* précise Charlotte Normand, responsable salariée de la Ciap 56. A cela, s'ajoutent douze journées de formation dans l'année, sur des thématiques concrètes, visant à faciliter leur installation. *«Par exemple, comment rechercher du foncier ou faire des études de marché»*, poursuit la formatrice. Des points essentiels pour réussir une installation, mais qui ne sont pas forcément couverts par les formations classiques. Les Ciap, qui sont entre douze et quinze sur toute la France et dont certaines existent depuis plusieurs années, sont souvent des émanations de la Confédération paysanne, syndicat classé à gauche. Dans le Morbihan, *«l'association Terres de liens, le Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural et le groupement d'agriculteurs bio sont tous des partenaires de la structure»*, détaille Soazig Le Bot, coprésidente de la Ciap 56 et porte-parole de la Confédération paysanne en Bretagne.

Cette formation singulière devient indispensable dans une agriculture en transition. Alors que près d'un agriculteur sur deux sera en âge de partir à la retraite d'ici 2030 et qu'on estime que 60 % des candidats à l'installation en agriculture appartiennent à ce qu'on appelle, dans le jargon, les «nima» (pour «non issus du milieu agricole»), et n'ont donc ni terre, ni capital – ni parfois aucun lien familial avec le monde rural –, les Ciap permettent d'accompagner ces reconversions professionnelles. *«On voit que les paysans disparaissent, et en même temps de plus en plus de gens arrivent et veulent s'installer sans être issu du monde rural. Au vu de leur trajectoire et de leurs attentes, c'était*

important de leur proposer un temps pour éprouver au quotidien et sur le temps long ce que cela signifie d'être paysan, au-delà d'un diplôme agricole, poursuit Soazig Le Bot. L'idée c'est vraiment d'expérimenter toutes les saisons, de voir les différents pics d'activité d'une ferme sur un an et pas juste sur un stage de quelques semaines.» Favoriser le renouvellement des générations, tout en prenant en compte les fameux «nima», c'est justement un des défis de la [future loi d'orientation agricole](#) attendue d'ici le mois de mars et dont les grandes lignes ont été présentées vendredi 15 décembre.



Depuis bientôt neuf mois, Marie Seiller est stagiaire à la ferme de Beatrijs et Hugo De Wilt, à Nivillac, dans le Morbihan. (Quentin Vernault/Libération)

Un pari pour les paysans référents

Marie Seiller, de son côté, ne saurait pas dire si elle appartient ou non à la catégorie des «nima». Diplômée en biologie et en agronomie, elle a grandi à côté de la ferme de son oncle, qui appartenait avant à sa grand-mère. D'ici janvier 2026, elle compte s'installer dans le sud du Morbihan sur une ferme collective, où elle s'occuperait de l'atelier élevage et transformation fromagère. «*J'ai déjà un binôme dans le maraîchage*», raconte la jeune femme, qui doit encore trouver d'autres associés et un lieu où installer la ferme. Entre la fin de sa formation, en décembre, et son installation, elle compte peaufiner son projet, et trouver un emploi de salariée agricole afin d'obtenir une validation d'acquis pour une «*capacité agricole*», donnant notamment droit aux aides de la politique agricole commune (PAC). «*Je n'avais pas envie de retourner à l'école et de suivre une formation trop classique [comme un brevet de responsable d'entreprise agricole, que les stagiaires de la Ciap possèdent en général avant leur expérience de terrain, puisqu'il permet notamment de toucher les aides de la PAC, ndr]. J'y aurais appris des pratiques que je ne veux pas mettre en œuvre, pas celles que j'observe ici*», raconte la jeune femme, qui veut au contraire prendre exemple sur le système agricole mis en place par ses référents, comme le principe des vaches nourrices qui élèvent les veaux nouveau-nés (qui sont souvent isolés dans des niches individuelles et nourris par l'éleveur dans les élevages

traditionnels) ou la monotraite, qui consiste à ne traire les bêtes qu'une fois par jour au lieu de deux habituellement, qu'elle aimerait mettre en place sur sa future ferme.



L'exploitante agricole Beatrijs De Wilt sur son terrain à Nivillac, dans le Morbihan, le 25 octobre. (Quentin Vernault/Libération)

Accueillir quelqu'un avec peu d'expérience sur son exploitation, c'est aussi un pari pour les paysans référents qui souhaitent encourager et transmettre leur vision de l'agriculture. *«C'est une prise de risque mais qui reste limitée car on est face à quelqu'un de motivée, qui a déjà bien défini son projet. A la fin, Marie doit devenir autonome. Les stagiaires vont s'installer après la formation, donc c'est un bon moyen pour eux de voir ce qui marche»*, analyse Hugo De Wilt, son référent. Il s'est installé il y a deux ans et demi seulement avec Beatrijs, sa compagne venue de Hollande. Lui avait déjà plusieurs expériences agricoles à son actif, elle est en reconversion après des études en sciences de l'environnement. Ils se sont installés sur 85 hectares, avec 40 vaches laitières de races rustiques et une cinquantaine de brebis dont une vingtaine d'agneaux qui seront vendus pour leur viande. *«Marie est sur deux fermes en même temps. C'est complémentaire car on a encore en tête nos difficultés d'installation, renchérit Beatrijs, qui voit aussi les avantages de cette expérimentation pour sa propre exploitation. Grâce aux questions que Marie nous pose, on a un autre point de vue sur notre système. Ça pousse à nous interroger sur certaines de nos pratiques, ou à les confirmer.»* Surtout, être référent dans cette formation leur permet de *«soutenir les gens qui, comme nous, veulent faire la promotion d'un système résilient et écologique»*.